SYNTHESE FISCALE

2023

SOMMAIRE

#1 Bonus et Prime à la conversion

Evolution des barèmes du bonus écologique et de la PAC au 1er Janvier 2023 par le **décret n°2022-1761 du 30 Décembre 2022**

#2 Malus et Malus au poids

Nouveau barème malus qui baisse de 5 g, soit 123 g au lieu de 128 g et plafonné à 50 000€ au lieu de 40 000 €. Le cumul des 2 taxes (CO2 et Masse) est limité à 50 000 € en 2023.

#3 Taxes à l'utilisation des véhicules liés à une activité économique (ex T.V.S)

Reconduction de la grille à l'identique de 2022.

#4 Amortissements et Loyers non déductibles

Reconduction des plafonds d'amortissement à l'identique de 2022.

#5 Avantages en nature sur le VE

Reconduction des règles d'évaluation des A.E.N à l'identique de 2022 avec prolongation jusqu'à fin 2024.

DISPOSITIF DU BONUS ECOLOGIQUE

Le décret du 30/12/2022 modifie, à compter du 1er Janvier 2023 la structure du code de l'énergie, les barèmes et les dispositifs du bonus et de la PAC ainsi que le régime transitoire.

- **Précisions quant aux véhicules éligibles au Bonus et PAC tant sur les catégories de véhicules, leur coût d'acquisition, leur poids**
- **Suppression de la référence au grammage au profit de l'énergie,**
- **Introduction de majoration pour les personnes physiques à faibles revenus,**
- **Nouvelles modalités de gestion des aides (limitation dans le nombre d'aides accordées)**
- **Précisions sur le régime transitoire.**

Clients concernés :

Tous types de clients (personnes physiques et personnes morales domiciliées en France) y compris **les administrations d'Etat et les collectivités locales et territoriales.**

Véhicules concernés :

Les Véhicules Particuliers ou M2, les VUL ou N2 neufs, fonctionnant soit à l'électricité, l'hydrogène ou une combinaison des deux.
Les **2/3 roues quadricycles** fonctionnant exclusivement à l'électricité**.**

Sont exclus :

- Les **véhicules de démonstration** acquis/loués par les concessionnaires et agents de marques de véhicules.
  Par dérogation, si le véhicule est revendu / mis en location pour une durée > à 2 ans, entre le 3ème et le 12ème mois à compter de la date de 1ère immatriculation, le client/ le locataire bénéficie des aides.

BAREMES POUR LES PROFESSIONNELS - PERSONNES MORALES / PERSONNES PHYSIQUES

Véhicules NEUFS

		A partir du 01/01/2023
VP / VASP / M2 **≤ 47 000 €[1] et < 2,4 t**	Electrique, Hydrogène ou combinant les 2 énergies	**27% du prix d'acquisition dans la limite de 3 000 €**
VUL / N2 **≤ 3,5 t**	Electrique, Hydrogène ou combinant les 2 énergies	**40% du prix d'acquisition dans la limite de 4 000 €**

[1] Prix d'acquisition TTC, incluant le coût d'acquisition/ de location de la batterie.

Dispositif transitoire suite au changement de barèmes.

Délais commande/livraison : lorsqu'elles sont plus avantageuses, les dispositions dans leur rédaction antérieure restent applicables aux véhicules qui n'ont pas fait l'objet précédemment d'une première immatriculation en France et à l'étranger, commandés ou dont le contrat de location a été signé au plus tard le 31 décembre 2022, à condition que leur facturation ou le versement du premier loyer intervienne au plus tard :

- **Le 31 décembre 2023 si le véhicule appartient aux catégories M2, M3, N2 ou N3**
- **Le 30 juin 2023 dans les autres cas**

Conditions de détention du bonus :

- En cas d'acquisition : **délai minimum 12 mois et 6 000 km** pour les VP / M2 / VUL / N2 et 12 mois et 2 000 km pour les 2/3 roues quadricycles.
- En cas de location : délai minimum de 24 mois pour les VP / M2 / VUL / N2 / 2/3 roues quadricycles.

Si la cession intervient avant ces délais/conditions, le bénéficiaire devra restituer les aides attribuées (Bonus, Prime à la conversion) dans les 3 mois suivant la cession du véhicule.

Un seul bonus VN / VO (indépendamment l'un de l'autre) par période de 3 ans pour les personnes physiques. Cette restriction ne s'applique ni aux personnes physiques professionnelles, ni aux personnes morales.

Mention obligatoire sur facture : "Bonus écologique – Aide à l'acquisition et à la location de véhicules peu polluants"
TVA : Le bonus et la prime à la conversion ne sont pas soumis à TVA.

DISPOSITIF DE LA PRIME A LA CONVERSION (cumulable avec le bonus VN et VO)

PROFESSIONNELS PERSONNES MORALES/PERSONNES PHYSIQUES PROFESSIONNELLES Véhicules acquis ou loués – Neuf ou Occasion		
VP / VASP / M2 ≤ 47 000 € et < 2.4t	Electrique ou Hydrogène	2 500 €
VUL ≤ 3.5t Electrique ou Hydrogène	Classe I* [poids ≤ 1305 kg]	40% du cout d'acquisition dans la limite de 5 000 €
	Classe II* [1305 < poids ≤ 1760 kg]	40% du cout d'acquisition dans la limite de 7 000 €
	Classe III* [Poids > 1760 kg]	40% du cout d'acquisition dans la limite de 9 000 €
N2 ≤ 3,5 t Electrique ou Hydrogène	Classe III* [Poids > 1760 kg]	40% du cout d'acquisition dans la limite de 9 000 €

*Poids correspondant au [poids à vide national en kg (rubrique G sur le CI) – 75 kg + 100 kg]

Une seule PAC à partir du 1/01/2023 pour les personnes physiques, pour la nouvelle production (celles ayant perçu un Bonus ou une PAC avant le 1/01/23 sont à nouveau éligibles aux aides.
Cette restriction ne s'applique pas aux personnes physiques professionnelles ou aux personnes morales (pas de limite depuis le 23/07/2021 (art D251-3, I du code de l'énergie)

Conditions des véhicules mis au rebut

Véhicules repris	Essence	Diesel
VP, VUL, & VASP	Date de 1ère immatriculation <01/01/2006	Date de 1ère immatriculation <01/01/2011

- Le véhicule doit être immatriculé en France dans une série normale ou définitive, et appartenir depuis au moins 1 an au demandeur, ne pas être gagé.
- Le véhicule mis au rebut ne doit pas être considéré comme un véhicule endommagé tel que défini par les articles L. 327-1 à L 327-6 code de la route), ou doit faire l'objet d'un contrat d'assurance depuis au moins un an à la date de sa remise pour destruction ou à la date de facturation du véhicule acquis ou loué.
- Le véhicule doit être mis au rebut dans les 3 mois précédant (décret du 28/12/2018) ou les 6 mois suivant la date de facturation du véhicule acquis ou loué dans un centre agréé VHU.

TVA

Clients concernés

Les entreprises assujetties à la T.VA. et sur les produits utilisés pour les besoins de l'activité taxable.

Déductibilité de la TVA sur les Véhicules

- Véhicules utilitaires achetés ou loués
- Véhicules particuliers destinés à la revente à l'état neuf (véhicule de démonstration)
- Véhicules utilisés dans les activités de taxis, VSL, auto-école, pompes funèbres et de location courte durée [2]

[1]) Véhicules ou engins conçus pour le transport de personnes ou à usage mixte exclus du droit à déduction
[2] Catégorie des véhicules non exclus du droit à la déduction de TVA

Déductibilité de la TVA sur les carburants

	VH exclu [1]	VH non exclu [2] et VUL
Essence/Gasoil Super éthanol	80 %	100 %
Electricité GPL /GNV	100 %	100 %

LE DISPOSITIF DU MALUS **Taxe additionnelle au certificat d'immatriculation.**

Clients concernés

Toutes personnes physiques ou morales.

Véhicules concernés :

- Les véhicules de tourisme neuf acquis (achat ou location), ainsi que les véhicules de démonstration à la 1ère immatriculation en France.
- Les véhicules types pick-up à double cabine comprenant au moins 5 places assises.
- **Les véhicules N1/VASP immatriculés à compter du 1/07/2020 lorsqu'ils sont retransformés en VP** lors de l'immatriculation consécutive à cette transformation ➔ le taux de CO2 retenu est celui de la 1ère immatriculation – taxe perçue 1 seule fois quel que soit le nombre de transformation – minoration de 10% appliquée par année entamée (au commencement de chaque période de 12 mois à compter de la 1ère immatriculation)

En cas de refacturation du coût du malus au locataire par le loueur, la taxe est assujettie à la TVA. Le malus peut être refacturé au moment du 1er loyer (au même titre que les frais de certificat d'immatriculation) ou étalé sur la totalité des loyers.

MALUS CO2 : Barème applicable pour les véhicules immatriculés en 2023

Depuis le 1er Janvier 2022, le tarif résultant du barème est limité à 50% du prix d'acquisition TTC du véhicule.

CO2 (en g/km)	Malus en €	CO2 (en g/km)	Malus en €	CO2 (en g/km)	Malus en €	CO2 (en g/km)	Malus en €	CO2 (en g/km)	Malus en €	CO2 (en g/km)	Malus en €
≤ 122	0	141	650	160	3 119	179	9 103	198	20 396	217	38 767
123	50	142	740	161	3 331	180	9 550	199	21 171	218	39 964
124	75	143	818	162	3 552	181	10 011	200	21 966	219	41 185
125	100	144	898	163	3 784	182	10 488	201	22 781	220	42 431
126	125	145	983	164	4 026	183	10 980	202	23 616	221	43 703
127	150	146	1 074	165	4 279	184	11 488	203	24 472	222	45 000
128	170	147	1 172	166	4 543	185	12 012	204	25 349	223	46 323
129	190	148	1 276	167	4 818	186	12 552	205	26 247	224	47 672
130	210	149	1 386	168	5 105	187	13 109	206	27 166	225	49 047
131	230	150	1 504	169	5 404	188	13 682	207	28 107	≥ 226	50 000
132	240	151	1 629	170	5 715	189	14 273	208	29 070		
133	260	152	1 761	171	6 039	190	14 881	209	30 056		
134	280	153	1 901	172	6 375	191	15 506	210	31 063		
135	310	154	2 049	173	6 724	192	16 149	211	32 094		
136	330	155	2 205	174	7 086	193	16 810	212	33 147		
137	360	156	2 370	175	7 462	194	17 490	213	34 224		
138	400	157	2 544	176	7 851	195	18 188	214	35 324		
139	450	158	2 726	177	8 254	196	18 905	215	36 447		
140	540	159	2 918	178	8 671	197	19 641	216	37 595		

MALUS AU POIDS

Cette taxe assise sur la masse en ordre de marche du véhicule de tourisme, s'ajoute, le cas échéant, au malus CO2.

Véhicules concernés : idem ceux éligibles au Malus CO2

Tarif :

Tarif unitaire fixé à 10 €/kg x fraction de la masse en ordre de marche > 1 800 kg.

Le tarif est donc nul si cette masse est ≤ 1 800 kg.

La masse en ordre de marche est définie à l'article 2, 4 du règlement UE 1230/2012 de la Commission du 12/12/2012 (CGI art 1012 ter A, I). En pratique, il s'agit du poids à vide + 75 kg

⇨ **mention G sur le certificat d'immatriculation : MODM (masse en ordre de marche, qui intègre déjà les 75 kg).**

Le cumul Malus CO2 et Malus au poids ne peut pas excéder 50 000 € pour 2023

Cas d'exonérations et réductions

Exonérations communes au Malus CO2 & Malus au poids

Les véhicules aménagés et immatriculés en carrosserie « handicap » ou VASP [1] (mention spécifiée sur le certificat d'immatriculation) ou **véhicules accessibles aux fauteuils roulants**
Les véhicules immatriculés par toute personne titulaire de la carte d'invalidité ou par une personne dont au moins un enfant mineur ou à charge, et du même foyer fiscal, est titulaire de la carte
Les véhicules hors route d'incendie et de secours : services d'incendie, secours, services de l'Etat, unités militaires et associations de sécurité civiles agréées.
Les véhicules type « pick-up » équipés d'une plate-forme arrière à double cabine comprenant au moins 5 places assises réservés à l'exploitation des remontées mécaniques et domaines skiables (sous certaines conditions)
Les véhicules **hybrides électriques rechargeables,** si autonomie en mode tout électrique en ville est > 50 km.
Les véhicules fonctionnant **exclusivement à l'électricité, l'hydrogène ou une combinaison des deux,** pour les CI délivrés à compter du 1er janvier 2021

[1] Véhicule automobile spécialisé (VASP) : véhicule à moteur ayant au moins 4 roues (dont véhicules dérivés VP), à l'exclusion des quadricycles à moteur, destiné au transport de marchandises et dont le poids total autorisé en charge n'excède pas 3,5T

Abattements

MALUS	Personnes Morales	Familles nombreuses (foyers de 3 enfants à charge ou accueillis au titre de l'aide social à l'enfance)
	Pour un véhicule d'au moins 8 places assises	**Pour un véhicule d'au moins 5 places assises**
MALUS CO2	**Réfaction de 80 gr de CO2** [2]	**Réduction de 20 gr / enfant**
MALUS AU POID	**Réfaction de 400 kg** [2]	**Réduction de 200 kg / enfant**
MALUS CO2	**Pour les véhicules fonctionnant au « flex fuel » ou superétahnol E85** ≤ à 250 gr de CO2/km, **abattement de 40 % sur le taux de CO2.**	

[2] si le véhicule est en achat ou en contrat de location supérieur à 2 ans.

Article L421-24 du CIBS
« les formules locatives de longue durée s'entendent des contrats par lesquels le propriétaire d'un véhicule met ce dernier à la disposition d'un preneur, soit pendant une durée de deux ans ou plus, soit dans le cadre d'une opération de crédit ».

TAXES A L'AFFECTATION DES VEHICULES DE TOURISME A DES FINS ECONOMIQUES (ex TVS)

La TAVT comporte 2 taxes visant les véhicules de tourisme :

- la taxe annuelle sur les émissions de dioxyde de carbone (CO2)
- la taxe annuelle sur l'ancienneté des véhicules de tourisme

Les taxes sont exigibles dès lors qu'un véhicule de tourisme est utilisé pour les besoins de la réalisation d'activités économiques, et remplit l'une des 3 conditions ci-dessous :

Être immatriculé en France et détenu par une entreprise (ou loué en LLD)

Circuler sur les voies ouvertes à la circulation publique pour les besoins de la réalisation d'une activité économique.

Circuler sur les voies ouvertes à la circulation publique avec une prise en charge (totale ou partielle) par une entreprise des frais engagés par une personne physique pour son acquisition ou son utilisation (régime des IK)

Clients concernés : toute personne effectuant de manière indépendante une activité économique, quels que soient le statut juridique de ces personnes, leur situation au regard des autres impôts et la forme ou la nature de leur intervention.

Véhicules concernés :

Les véhicules de tourisme possédés, pris en location au-delà d'1 mois, ou mis à disposition dans les catégories suivantes :

- Les voitures particulières « **VP** ».
- Les véhicules à usages multiples « **N1** », destinés au transport de voyageurs et de leurs bagages ou de leurs biens dans un compartiment unique.
- **Les véhicules type « pick-up »** équipés d'une plate-forme arrière à double cabine comprenant au moins 5 places assises.

Véhicules hors champ

- VU disposant de plusieurs rangs de places assises, affectés en pratique au transport de marchandises.
- VP transformés en VU « Dérivés VP » dotés d'un seul rang de places assises à l'avant et destinés au transport de marchandises.
- Véhicules qui répondent exclusivement à certains besoins et ayant un CI spécifique (construction, commercialisation, réparation, contrôle technique)

Exonération des 2 taxes quant à la nature de l'activité (cf CIBS art L421 à L444)

- Les véhicules affectés à certaines activités économiques : **activités agricoles ou forestières , transport public de personnes, enseignement de la conduite** ou du pilotage, compétitions sportives ;
- les véhicules affectés **aux besoins des opérations exonérées de TVA** des organismes philosophiques, religieux, politiques, patriotiques, civiques ou syndicaux et des **organismes sans but lucratif** dont la gestion est désintéressée visés à l'article 261, 7 du CGI
- Les véhicules affectés à des fins économiques par une **personne physique** exerçant son **activité professionnelle en nom propre**
- **Les véhicules pris en location de courte durée (période d'au plus un mois civil ou trente jours consécutifs) ;**
- **Les véhicules exclusivement affectés soit, à la location, soit à la mise à disposition temporaire de clients en remplacement de leur véhicule immobilisé**

Exonération des 2 taxes quant au type de véhicule

- Les véhicules **M1 accessibles en fauteuil roulant.**
- **Les véhicules à double cabine comprenant au moins 5 places assises utilisés pour l'activité des domaines skiables.**

Exonération des 2 taxes quant à la source d'énergie

- **Les véhicules fonctionnant exclusivement à l'électricité ou l'hydrogène ou combinant Electricité/Hydrogène.**

Exonération de la taxe sur les émissions de CO2 (véhicules restant soumis à la taxe sur l'ancienneté du véhicule) :

Définitivement exonérés : Véhicules Hybrides		Jusqu'à 3 ans d'âge* : Véhicules Hybrides	
WLTP[1]	**Taux d'émission ≤ 60 gr CO2/km**	**WLTP[1]**	**60 < Taux d'émission ≤ 120 gr CO2/km**
NEDC	**Taux d'émission ≤ 50 gr CO2/km**	**NEDC**	**50 < Taux d'émission ≤ 100 gr CO2/km**

*A partir de la date de 1ère mise en circulation du véhicule

[1] A compter du 01/03/2020

Barèmes 2023

Taxe annuelle relative aux émissions de CO2 (dispositif immat WLTP)

CO2/ km	Tarif	CO2/ km	Tarif	CO2/ km	Tarif	CO2/ km	Tarif	CO2/ km	Tarif	CO2/ km	Tarif	CO2/ km	Tarif
21	17 €	**57**	46 €	**93**	140 €	**129**	232 €	**165**	1 452 €	**201**	3 618 €	**237**	5 404 €
22	18 €	**58**	46 €	**94**	141 €	**130**	247 €	**166**	1 511 €	**202**	3 676 €	**238**	5 474 €
23	18 €	**59**	47 €	**95**	143 €	**131**	249 €	**167**	1 570 €	**203**	3 735 €	**239**	5 521 €
24	19 €	**60**	48 €	**96**	144 €	**132**	264 €	**168**	1 630 €	**204**	3 774 €	**240**	5 592 €
25	20 €	**61**	49 €	**97**	146 €	**133**	266 €	**169**	1 690 €	**205**	3 813 €	**241**	5 664 €
26	21 €	**62**	50 €	**98**	147 €	**134**	295 €	**170**	1 751 €	**206**	3 852 €	**242**	5 735 €
27	22 €	**63**	50 €	**99**	149 €	**135**	311 €	**171**	1 813 €	**207**	3 892 €	**243**	5 783 €
28	22 €	**64**	51 €	**100**	150 €	**136**	326 €	**172**	1 875 €	**208**	3 952 €	**244**	5 856 €
29	23 €	**65**	52 €	**101**	162 €	**137**	343 €	**173**	1 938 €	**209**	3 992 €	**245**	5 929 €
30	24 €	**66**	53 €	**102**	163 €	**138**	359 €	**174**	2 001 €	**210**	4 032 €	**246**	6 002 €
31	25 €	**67**	54 €	**103**	165 €	**139**	375 €	**175**	2 065 €	**211**	4 072 €	**247**	6 052 €
32	26 €	**68**	54 €	**104**	166 €	**140**	392 €	**176**	2 130 €	**212**	4 113 €	**248**	6 126 €
33	26 €	**69**	55 €	**105**	168 €	**141**	409 €	**177**	2 195 €	**213**	4 175 €	**249**	6 200 €
34	27 €	**70**	56 €	**106**	170 €	**142**	426 €	**178**	2 261 €	**214**	4 216 €	**250**	6 250 €
35	28 €	**71**	57 €	**107**	171 €	**143**	443 €	**179**	2 327 €	**215**	4 257 €	**251**	6 325 €
36	29 €	**72**	58 €	**108**	173 €	**144**	461 €	**180**	2 394 €	**216**	4 298 €	**252**	6 401 €
37	30 €	**73**	58 €	**109**	174 €	**145**	479 €	**181**	2 480 €	**217**	4 340 €	**253**	6 477 €
38	30 €	**74**	59 €	**110**	176 €	**146**	482 €	**182**	2 548 €	**218**	4 404 €	**254**	6 528 €
39	31 €	**75**	60 €	**111**	178 €	**147**	500 €	**183**	2 617 €	**219**	4 446 €	**255**	6 605 €
40	32 €	**76**	61 €	**112**	179 €	**148**	518 €	**184**	2 686 €	**220**	4 488 €	**256**	6 682 €
41	33 €	**77**	62 €	**113**	181 €	**149**	551 €	**185**	2 757 €	**221**	4 531 €	**257**	6 722 €
42	34 €	**78**	117 €	**114**	182 €	**150**	600 €	**186**	2 827 €	**222**	4 573 €	**258**	6 811 €
43	34 €	**79**	119 €	**115**	184 €	**151**	664 €	**187**	2 899 €	**223**	4 638 €	**259**	6 889 €
44	35 €	**80**	120 €	**116**	186 €	**152**	730 €	**188**	2 970 €	**224**	4 682 €	**260**	6 968 €
45	36 €	**81**	123 €	**117**	187 €	**153**	796 €	**189**	3 043 €	**225**	4 725 €	**261**	7 047 €
46	37 €	**82**	123 €	**118**	189 €	**154**	847 €	**190**	3 116 €	**226**	4 769 €	**262**	7 126 €
47	38 €	**83**	125 €	**119**	190 €	**155**	899 €	**191**	3 190 €	**227**	4 812 €	**263**	7 206 €
48	38 €	**84**	126 €	**120**	192 €	**156**	952 €	**192**	3 264 €	**228**	4 880 €	**264**	7 286 €
49	39 €	**85**	128 €	**121**	194 €	**157**	1 005 €	**193**	3 300 €	**229**	4 924 €	**265**	7 367 €
50	40 €	**86**	129 €	**122**	195 €	**158**	1 059 €	**194**	3 337 €	**230**	4 968 €	**266**	7 448 €
51	41 €	**87**	131 €	**123**	197 €	**159**	1 113 €	**195**	3 374 €	**231**	5 036 €	**267**	7 529 €
52	42 €	**88**	132 €	**124**	198 €	**160**	1 168 €	**196**	3 410 €	**232**	5 081 €	**268**	7 638 €
53	42 €	**89**	134 €	**125**	200 €	**161**	1 224 €	**197**	3 448 €	**233**	5 150 €	**269**	7 747 €
54	43 €	**90**	135 €	**126**	202 €	**162**	1 280 €	**198**	3 485 €	**234**	5 218 €	**Au-delà CO2 x 29 €**	
55	44 €	**91**	137 €	**127**	203 €	**163**	1 337 €	**199**	3 522 €	**235**	5 288 €		
56	45 €	**92**	138 €	**128**	218 €	**164**	1 394 €	**200**	3 580 €	**236**	5 334 €		

Taxe annuelle relative aux émissions de CO2 (dispositif immat NEDC)

Taux d'émission de CO2	Tarif/Tranches (idem 2022)
20 < Taux ≤ 60	1.00
60 < Taux ≤ 100	2.00
100 < Taux ≤ 120	4.50
120 < Taux ≤ 140	6.50
140 < Taux ≤ 160	13.00
160 < Taux ≤ 200	19.50
200 < Taux ≤ 250	23.50
Taux > 250	29.00

Taxe sur les émissions de dioxyde de carbone (quel que soit le dispositif immatriculation)

En fonction de l'année de mise en circulation du véhicule et de sa motorisation :

Année de 1ère mise en circulation du véhicule	Essence et assimilé [1]	Diesel et assimilé [2]
A compter de 2015	20 €	40 €

[1] Véhicules essence, Hybrides électrique/essence, GNV, GPL, E85, quel que soit le taux d'émission de CO2 et hybrides gazole ≤ 120 g CO2/km.

[2] Véhicules diesel, Hybrides gazole > 100 g CO2/km (immat valeur NEDC corrélée), et Hybrides électrique/gazole > 120 g CO2/km (immat valeur WLTP)

Barème pour les véhicules dont l'entreprise procède aux remboursements kilométriques à leurs salariés et dirigeants

Coefficient pondérateur sur le montant des taxes à l'utilisation selon la tranche kilométrique ayant fait l'objet d'un remboursement d'indemnités kilométriques (IK) sur l'année d'imposition.

Le montant cumulé des 2 taxes fait l'objet d'un abattement de 15 000 €.

Il n'y a pas de déclaration à effectuer si l'entreprise n'est pas taxable après l'abattement.

Nombre de Kms remboursés par collaborateur/an	Coefficient applicable (% des taxes à l'utilisation)
De 0 à 15 000	**0**
De 15 001 à 25 000	**25**
De 25 001 à 35 000	**50**
De 35 001 à 45 000	**75**
A partir de 45 001	**100**

Calcul des taxes :

- Par défaut : Calcul selon proportion annuelle d'utilisation ➔ soit $\frac{\text{montant des taxes x nombre de jours d'utilisation}}{\text{Nombre de jours annuel (365j)}}$
- Sur option : calcul forfaitaire sur une base trimestrielle ➔ soit 25% des taxes **x** nombre de trimestres

(le trimestre est comptabilisé quel que soit le jour d'entrée du véhicule au cours du trimestre)

Calculs dérogatoires si « option »

- *Ne sont pas pris en compte : les trimestres exonérés pendant un trimestre civil ou sur une période de 90j consécutifs.*
- *Remplacement d'un véhicule au cours d'1 trimestre civil ou 90j consécutifs : si même usage, alors considération d'un véhicule unique, et tarif le plus élevé retenu.*
- *Véhicules en IK ➔ si une personne physique utilise plusieurs véhicules au cours d'1 trimestre civil ou 90j consécutifs : retenir le véhicule pour lequel la distance de cette période est la plus élevée.*

Déclaration et liquidation des taxes :

- La période d'imposition est alignée sur l'année civile, **soit du 1er janvier au 31 décembre**
- La déclaration et le paiement s'effectuent **courant janvier de l'année N+1** pour les véhicules utilisés l'année N, **en fonction du régime TVA du contribuable**, et en utilisant un imprimé spécifique adapté à la situation de ce dernier.

Formulaire de déclaration (selon le régime de TVA)

- Régime normal ou non redevable à la TVA : Annexe 3310-A à la déclaration CA 3
- Régime simplifié : Formulaire 3517

Nouvelle obligation de tenue d'un état récapitulatif annuel des véhicules pour chaque taxe , qui doit :

- être à jour au plus tard à la date de déclaration des véhicules affectés dans le champ de la taxe, en cas de demande de l'administration,
- comporter les paramètres techniques intervenant dans la fixation du tarif pour chaque véhicule, la date de 1ère immatriculation en France, le mode d'affectation et la période d'affectation.
- distinguer les véhicules exonérés par motif d'exonération

LOYERS NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Clients concernés

Les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés
Les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu dans les catégories des BNC ou des BNC.

Véhicules concernés

Les véhicules de tourisme ainsi que les pick-up à double cabine comprenant au moins 5 places assises (sauf ceux réservés aux domaines skiables) et N1 destinés au transport de voyageurs et de leurs biens dans un compartiment unique.

Exceptions :

Les véhicules nécessaires à l'activité de l'entreprise « en raison de son objet » tels que les entreprises de transport de personnes (tels taxis, ambulances), les auto-écoles, et les entreprises de location de véhicules (loueurs courte durée).

Principe de la réintégration fiscale

En cas de financement d'un véhicule en crédit-bail ou en location longue durée, les sociétés doivent réintégrer une partie de leur loyer qui correspond à l'amortissement pratiqué par le crédit bailleur ou le loueur, pour la fraction du prix d'acquisition supérieure aux plafonds définis ci-dessous.

C'est la date d'achat du véhicule par l'entreprise bailleresse qui est retenue pour l'application de la limitation du plafond

Plafond 2023	Taux d'émission de CO2 (en g/km)	
	Norme NEDC Corrélé	Norme WLTP*
30 000 €	< 20 g	< 20 g
20 300 €	≥ 20 g et < 60 g	≥ 20 g et < 50 g
18 300 €	≥ 60 g et ≤ 130 g	≥ 50 g et ≤ 160 g
9 900 €	à partir de 131 g	A partir de 161 g

**à compter du 01/03/2020*

Les Crédit Bailleurs ou les loueurs sont tenus d'informer annuellement les entreprises locataires de la part de loyer non déductible. Le locataire doit ajuster et réintégrer le montant communiqué par le loueur au prorata de la durée de disposition du véhicule en prenant en compte le nombre de jours réels dans le mois et sur la base d'une année de 365 jours.

Cas particulier des accumulateurs : si les conditions suivantes sont respectées, les accumulateurs nécessaires au fonctionnement d'un véhicule électrique, hybride, ou équipements spécifiques nécessaires aux GPL ou GNV, sont exclus du calcul de la réintégration fiscale :
Pour l'acquisition : facturation distincte permettant de les identifier ou inscription distincte à l'actif et amortissement de façon autonome
Pour la location : **facturation distincte permettant de les identifier.**

Modèles / Moteurs	Prix Batterie TTC au 1er Janvier 23
Gamme E-Tech HEV (hors Austral)	3 500 €
Austral E-Tech HEV	4 000 €
Gamme E-Tech Plug in	9 000 €
Dacia Spring	7 000 €
Twingo E-TECH électrique	12 000 €
ZOE E-TECH électrique	15 000 €
Megane E-TECH 40 kWh	12 000 €
Megane E-TECH 60 kWh	17 000 €
Kangoo E-TECH électrique	15 000 €

Suramortissement des véhicules PL peu polluants

La loi de finances pour 2016 a instauré une mesure exceptionnelle pour favoriser l'utilisation des véhicules propres. La loi climat du 22/08/2021 proroge ce dispositif de suramortissement jusqu'au 31 Décembre 2030

Clients concernés

Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés, les entreprises individuelles, commerciales ou agricoles relevant de l'impôt sur le revenu.

Dates d'acquisition	Energie	Véhicules éligibles selon PTAC		
Du 01/01/2019 au 31/12/2030	Gaz Naturel, Electrique, Hydrogène, carburant ED95	Entre 2.6t et < 3.5t	Entre 3.5t et ≤ 16 t	> 16t
		Suramortissement de 20 %	Suramortissement de 60 %	Suramortissement de 40 %

AVANTAGES EN NATURE

Le régime des avantages en nature est basé sur l'utilisation privée d'un véhicule de tourisme* mis à disposition permanente d'un salarié par son employeur, y compris pour un usage professionnel. Les VU sont en principe exclus de ce régime.

*y compris véhicules pick-up équipés d'une plateforme arrière à double cabine comprenant au moins 5 places assises (sauf ceux utilisés à l'exploitation des remontées mécaniques et domaines skiables)

Le prix d'achat servant à la base de calcul de l'évaluation de l'avantage en nature ne doit, ni être minoré d'une quelconque aide de l'état, ni être majoré par le malus. (*cf BOSS dans sa mise à jour du 22/09/2022*)

Evaluation de l'avantage en nature

	Carburant privé non pris en charge par l'employeur	Carburant privé pris en charge par l'employeur
Valorisation au réel	Coût global de la location + assurance + entretien x [Km annuels effectués à titre privé / Km annuels]	Coût global de la location + assurance + entretien x [Km annuels effectués à titre privé / Km annuels] **+** frais réel de carburant à usage privé pris en charge par l'employeur
Diac Location communique au client les plafonds d'avantage en nature évalués à partir d'une valorisation au forfait		
Valorisation au forfait	30% du coût global annuel de la location + assurance + entretien **Plafonné à 9% du prix d'achat TTC du véhicule**	30% du coût global annuel de la location + assurance + entretien + frais réel carburant à usage privé (plafonné à 9% du prix d'achat TTC du véhicule) **OU** 40% du coût global annuel de la location + assurance + entretien + frais réel carburant (pro et privé) **Plafonné à 12% du prix d'achat TTC du véhicule**

Cas particulier des Véhicules Electriques mis à disposition entre le 01/01/20 et 31/12/24 (*selon arrêté du 10/12/2022*)

- Les frais d'électricité payés par l'employeur n'entrent pas dans le calcul de l'Avantage en Nature
- Un abattement de 50% s'applique sur le montant global de l'avantage en nature. Cet abattement est plafonné à 1 800€ / an.

En outre, lorsque l'Avantage en Nature est calculé sur la base d'un forfait, l'employeur doit évaluer cet avantage sur la base de 30% du coût global annuel hors frais d'électricité, puisqu'ils ne sont pas pris en compte dans le calcul des AEN.